

## 7.—Souscriptions d'obligations canadiennes, par catégorie et par pays, 1949-1958—fin

Année	PAYS DE SOUSCRIPTION		
	Canada <sup>1</sup>	États-Unis	Total
	\$	\$	\$
1949.....	1,543,464,384	140,000,000	1,683,464,384
1950.....	2,980,740,453	172,700,000	3,153,440,453
1951.....	1,266,188,237	384,023,000	1,650,211,237
1952.....	1,743,578,115	284,650,025	2,028,228,140
1953.....	2,638,889,450	306,599,215	2,945,488,665
1954.....	4,295,385,364	173,598,000	4,468,983,364
1955.....	2,506,953,323	154,563,000	2,661,516,323
1956.....	2,623,137,285	470,532,982	3,093,670,267
1957.....	3,888,188,638	606,876,100	4,495,044,738
1958.....	4,067,956,304	482,077,621	4,550,033,925

<sup>1</sup> Sans les bons du Trésor, les certificats de dépôt et autres effets de moins d'un an et l'emprunt de convertissement du Canada de 1958.

## L'EMPRUNT DE CONVERTISSEMENT DU CANADA\*

L'opération de financement la plus considérable jamais exécutée au Canada, l'Emprunt de convertissement de 1958, appelle certaines explications au sujet de sa nature et de ses objectifs principaux. Les séries à rembourser s'échelonnaient du 5<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> emprunt de la Victoire datant de la seconde guerre mondiale et venant à échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1959 au 1<sup>er</sup> septembre 1966. Le montant global en cours était de \$6,415,880,350, soit les six dixièmes de la dette fondée, exception faite de certaines catégories spéciales de bons du Trésor et d'obligations d'épargne du Canada. La Banque du Canada en détenait 1,300 millions, la Commission d'assurance-chômage 300 millions, 100 millions dans des comptes de l'État, les banques à charte 1,400 millions, et les sociétés d'assurance, les sociétés de fiducie et de prêt, les autres sociétés et les particuliers 3,300 millions.

Le chiffre des obligations de la Victoire détenues par les particuliers figurait dans l'*Annuaire* de 1957-1958, p. 1184; les particuliers et les sociétés avaient acquis une part à peu près égale du 5<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> emprunt de la Victoire à l'époque où les diverses émissions ont été vendues. La nature des avoirs a naturellement beaucoup changé entre l'époque de la vente et celle du convertissement en 1958 et on a tout lieu de supposer que les particuliers ont vendu beaucoup plus d'obligations de la Victoire aux grandes sociétés et aux organismes de l'État qu'ils n'en avaient primitivement acquis. En outre, selon des rapports dignes de foi, on savait quand l'emprunt de convertissement a été lancé où se trouvaient un nombre étonnamment considérable d'obligations détenues par les particuliers; la majorité se trouvaient dans les régions rurales. Le nombre imprévu d'obligations ainsi converties fait ressortir que le convertissement n'a pas consisté entièrement en un financement opéré par les grandes sociétés et les organismes de l'État, à l'exclusion des portefeuillistes particuliers.

Parce que le convertissement visait à allonger le plus possible le terme des échéances, on a mis l'accent sur les obligations de 4½ p. 100 à 25 ans. On a indiqué, cependant, que les investisseurs désireux d'obtenir des termes plus courts pouvaient acheter des obligations de 4¼ à 14 ans, de 3¾ à 7 ans ou de 3 à 3¼ ans. Le tableau qui suit, établi par une maison de placements canadienne, résume l'offre de l'État. Les bons en argent versé pour \$1,000 d'obligations à l'égard des diverses échéances revêtent un intérêt particulier.

\*Rédigé par E. C. Gould, rédacteur financier du *Monetary Times*.